

Résumé « Cap sur l'Avenir » d'Immoweek

Ce 4 décembre, Hervé Legros a répondu au questionnaire « Cap sur l'Avenir » du site Immoweek qui l'a interrogé sur ce que changeait le reconfinement dans la vie future et la stratégie d'Alila, et sur sa vision de la crise sanitaire.

Hervé Legros en a profité pour réaffirmer l'implication des équipes ALILA

« Aujourd'hui, toutes les équipes ALILA sont totalement mobilisées sur nos objectifs. (...) Et ce nouveau confinement est moins contraignant que le premier : les chantiers se poursuivent, la continuité des services publics est assurée et les dossiers devraient avancer normalement.... (...) Nous ne devons donc pas relâcher nos efforts pour finaliser nos projets. Pas seulement pour nous, mais aussi et surtout pour tous nos clients, collectivités et bailleurs sociaux, et pour les habitants de nos futures résidences qui ont un besoin urgent d'accéder à leurs logements. »

Il a aussi relativisé l'impact de la situation et a replacé la situation du logement en France dans le temps long :

« ...il ne faudrait pas créer de confusion. Ce n'est pas la crise de la Covid elle-même, ni les mesures sanitaires, qui sont à l'origine de la crise du logement. Le manque de logements en France est un phénomène structurel qui dure depuis des décennies ! Rappelons que la France compte 4 millions de personnes mal logées, et plus de 2 millions sont en attente de logement social ! ... Dans cette situation, l'engagement d'ALILA en faveur du logement pour tous est plus pertinent que jamais... »

Il a alerté sur les enjeux de demain :

« Cette crise sanitaire met en évidence l'ampleur des insatisfactions en matière de logement. ... C'est un enjeu social majeur et même une véritable bombe à retardement !... Car les retards pris sur 2020 vont se faire sentir en 2021, quand les projets en cours seront finalisés et que le secteur sera confronté au manque de nouveaux dossiers à cause des permis qui n'auront pas été instruits cette année... »

Il appelle également au volontarisme :

« Sur le plan administratif, on peut commencer par respecter tout simplement les documents locaux d'urbanisme : avec 1 ou 2 étages de plus en moyenne sur les bâtiments, on pourrait favoriser une densification urbaine harmonieuse et répondre à de nombreux besoins. On pourrait aussi réduire sans difficulté les délais administratifs, simplifier les procédures et – enfin – digitaliser le traitement des dossiers. »

« Si les bonnes décisions sont prises et si tous les acteurs, privés et publics, du logement se mobilisent, nous pouvons inverser la tendance négative actuelle. Pour atteindre, pourquoi pas, le cap du million de logements neufs par an et ce, sans un euro de subvention publique ! C'est ambitieux, mais c'est nécessaire si on veut enfin répondre à la crise du logement... »